

**WORKING PAPER**

# **PERSPECTIVE: UNE SOCIÉTÉ DU CARE**

# **PERSPECTIVE: UNE SOCIÉTÉ DU CARE**

Plaidoyer pour un nouveau contrat social au niveau local et global

## **ABSTRACT**

La crise du Coronavirus aiguise la vision d'un monde à la fois globalisé et déchiré, un monde d'inégalités incommensurables, y compris entre les sexes, dont les institutions sociales sont sous pression ou inexistantes et les marchés déréglementés ; un monde dominé par des multinationales monopolistiques, une concurrence illimitée entre lieux de production et l'effondrement des recettes fiscales. Un monde beaucoup plus vulnérable qu'il n'y paraissait il y a peu. Les crises actuelles vont profondément changer le monde. Les effets du réchauffement climatique, de la pollution marine et de la perte de la biodiversité sont peut-être moins abrupts que la pandémie du coronavirus, mais ils n'en sont pas moins menaçants. Sans une réorientation significative des choix politiques, les injustices dans le monde, déjà immenses, s'exacerberont considérablement. Et une nouvelle pandémie pointe déjà à l'horizon : Aujourd'hui déjà, 700 000 personnes meurent chaque année dans le monde de bactéries devenues multirésistantes – et la tendance est à la hausse.



### Un monde blessé

La crise du Coronavirus aiguise la vision d'un monde à la fois globalisé et déchiré, un monde d'inégalités incommensurables, y compris entre les sexes, dont les institutions sociales sont sous pression ou inexistantes et les marchés déréglementés ; un monde dominé par des multinationales monopolistiques, une concurrence illimitée entre lieux de production et l'effondrement des recettes fiscales. Un monde beaucoup plus vulnérable qu'il n'y paraissait il y a peu. Les crises actuelles vont profondément changer le monde. Les effets du réchauffement climatique, de la pollution marine et de la perte de la biodiversité sont peut-être moins abrupts que la pandémie du coronavirus, mais ils n'en sont pas moins menaçants. Sans une réorientation significative des choix politiques, les injustices dans le monde, déjà immenses, s'exacerberont considérablement. Et une nouvelle pandémie pointe déjà à l'horizon : Aujourd'hui déjà, 700 000 personnes meurent chaque année dans le monde de bactéries devenues multirésistantes - et la tendance est à la hausse .

La crise du coronavirus met en évidence ces fractures et distorsions. En même temps, d'énormes ressources matérielles et des énergies sociales considérables sont actuellement mobilisées. La solidarité et la coopération prennent une importance sans précédent dans l'histoire récente. Les sociétés et les États s'avèrent capables d'agir et de changer de manière à ouvrir de nouvelles perspectives permettant de faire face à d'autres crises. Cependant, ces perspectives nécessiteront des réorientations politiques profondes. Il nous faut un nouveau contrat social qui soit accepté partout dans le monde. Il pourra se fonder sur quatre principes: le Care, la coopération, la justice et la durabilité.

### Le Care

Le confinement suite à la pandémie nous a montré que, d'un jour à l'autre, pratiquement toutes les activités peuvent être arrêtées, provisoirement, sauf celles qui ont trait à la satisfaction des besoins de base : les soins de santé, la prise en charge des enfants et des personnes fragiles, les soins aux animaux et aux plantes ainsi que la garantie de l'alimentation quotidienne, de la sécurité et de l'hygiène. Le travail nécessaire à ces fins – le travail de Care - constitue la base des communautés humaines. Nous dépendons toutes et tous de l'assistance d'autrui, de l'entraide. Toutefois, en temps normal, les activités de Care sont sous-évaluées et souvent mal payées, et ce n'est pas un hasard si elles sont principalement le fait de femmes ou de migrant-e-s. Et c'est précisément ce travail de Care qui doit devenir le centre d'un nouveau contrat social. Il faut désormais reconnaître au travail de Care l'importance qu'il a dans les faits, qu'il s'agisse d'activités rémunérées ou non rémunérées, qu'elles soient effectuées dans les ménages privés, les services publics ou dans les entreprises. Reconnaître la centralité des activités de Care est, de plus, une évidence en vue de l'égalité de genre. Par ailleurs, le principe du Care - prendre soin, se soucier, assister - doit devenir le nouveau paradigme de

l'ensemble de l'économie et de la société. La logique du Care doit guider les rapports entre les humains, mais également leurs rapports avec l'ensemble des êtres vivants, avec l'environnement naturel et les institutions sociales.

### **Coopération**

La crise du Coronavirus ouvre les yeux à beaucoup de personnes : le marché n'est pas la solution à tous les problèmes. Le marché malmène les humains et la nature et les exploite. Il est en échec lors de crises. Il divise le monde en riches et pauvres. Il promeut une politique nationale-égoïste qui monte les gens les uns contre les autres. Or, nous avons besoin d'un monde davantage fondé sur la coopération. Une coopération locale, régionale et mondiale efficace pour contenir les pandémies, fournir les médicaments nécessaires, mettre en place et maintenir des soins de santé stables, lutter contre le réchauffement climatique et assurer une répartition équitable des revenus et des richesses. Plus de coopération signifie plus de biens communs, plus de biens d'intérêt commun, plus de services publics et de meilleure qualité.

La base d'une meilleure coopération est une démocratie renforcée étendue au secteur économique. La démocratie permet d'élaborer des solutions viables sans que personne ne soit trompé et en impliquant le plus grand nombre de personnes. Si des décisions urgentes par ordonnances de nécessité peuvent s'imposer en temps de crise, elles doivent être abrogées dès que possible après la crise. Les régimes autoritaires détruisent les libertés, encouragent les nationalismes et les violences ; ils bloquent les processus d'apprentissage et de changement, préservent les privilèges et exacerbent les crises.

### **Justice**

La répartition inégale des richesses a atteint des proportions obscènes. La concentration du pouvoir et des richesses rappelle les temps féodaux. Quelques dizaines de milliers de personnes dans le monde jettent des millions par les fenêtres, alors que la moitié de la population mondiale dispose de moins de cinq dollars et demi par jour et doit vivre au jour le jour. Dans le monde, la fortune des hommes est 50 % supérieure à celle des femmes . La richesse des huit hommes les plus riches du monde est égale à celle des 3,9 milliards de personnes les plus pauvres . En Suisse, 2,1 % des personnes possèdent autant que les 97,9 % restants . Une part croissante de cette richesse est dirigée vers les marchés financiers spéculatifs au lieu d'être disponible pour des tâches sociales urgentes. Nous avons donc besoin d'une redistribution massive des richesses du haut vers le bas, du Nord vers le Sud et en faveur des femmes. Cette redistribution peut se réaliser au travers de taxes sur la richesse et sur les transactions financières ainsi qu'au travers de bonnes conditions de travail et de salaires équitables pour toutes et tous. C'est ainsi que se crée la base de la vraie liberté, plutôt que de prôner la «liberté» de s'enrichir aux dépens des autres.

### **Durabilité**

Développer le Care, la coopération et la justice sont des dimensions indispensables pour qui veut freiner le réchauffement climatique, la pollution des océans et la

perte de biodiversité. Nous devons en finir avec l'énorme gaspillage de matériaux que le capitalisme nous a imposé. Des changements fondamentaux sont nécessaires tant dans la production, le monde financier et les habitudes de consommation afin de créer des conditions de vie bonnes, durables et dignes partout dans le monde. Dans ce but, il faut, entre autres, des infrastructures et des services publics solides et durables (énergie, transports, eau, communications, sécurité (sociale), éducation, santé).

### Mesures prioritaires

La réorientation nécessaire doit couvrir tous les domaines de la société. Il s'agit avant tout d'une redistribution substantielle des richesses, c'est-à-dire d'un tournant décisif dans la politique fiscale et de redistribution. Les revenus, les fortunes et les profits élevés doivent être imposés beaucoup plus lourdement qu'aujourd'hui. En Suisse, un impôt de solidarité d'au moins trois pour cent sur les actifs financiers élevés pendant au moins dix ans s'impose en réponse immédiate aux crises actuelles. Cet impôt générera des revenus annuels estimés à trente milliards de francs suisses. La moitié de ces recettes sera utilisée dans le Sud, l'autre moitié en Suisse. Cet impôt permettra de développer les activités de Care, d'améliorer les infrastructures de santé et de promouvoir les mesures de protection du climat. En outre, la totalité des profits générés par la crise pandémique doit être imposés à un taux d'au moins 80 %. Nous pensons aux bénéficiaires tirés de la production et de la vente de médicaments, de vaccins, d'articles d'hygiène ou de matériel diagnostique, mais aussi de la vente par correspondance ou des profits spéculatifs sur les marchés financiers.

En outre, les droits humains, en particulier les droits des femmes, doivent être respectés et mis en œuvre en toute circonstance et partout. En particulier, les personnes et les groupes particulièrement vulnérables, tels que les réfugié-e-s, doivent être protégés. Leur accès aux services de base essentiels doit être garanti. Comme contribution immédiate et concrète, la Suisse doit accueillir le plus grand nombre possible de réfugié-e-s provenant des camps grecs.

En ce qui concerne les infrastructures de santé, elles doivent être placées sur une nouvelle base, publique et solidaire. Les profits n'ont pas leur place dans ce domaine. La santé reste fondée sur un approvisionnement suffisant en nourriture saine, en eau potable, en habitat et en espaces publics - partout dans le monde. Il nous faut de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs et travailleuses de la santé. La Suisse est prédestinée à s'engager dans une industrie pharmaceutique sous contrôle public. Il convient notamment de promouvoir la recherche, le développement et la production de vaccins et d'antibiotiques. La Suisse doit, en outre, soutenir l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui doit rester indépendante et disposer d'un financement adéquat. De même, les crèches et autres structures d'accueil de l'enfance doivent être développées en tant que service public disponible partout et de haute qualité, à l'instar des écoles, enfantines et primaires. Les salaires seront basés sur ceux pratiqués dans les écoles.

Dans un avenir proche, il nous faudra, rien qu'en Suisse, des dizaines de milliers de spécialistes supplémentaires dans les domaines des soins, de l'aide et de l'accom-

pagement ainsi que dans les domaines des énergies renouvelables et de la rénovation des bâtiments. D'autre part, certaines industries devront être démantelées conformément aux nouvelles politiques climatiques. Il nous faut, pour l'ensemble de ces raisons, un vaste programme de formation et de reconversion professionnelle pour les adultes qui le désirent. Pendant leur formation, ils recevront un salaire de base couvrant le coût de la vie.

En ce qui concerne le trafic aérien international, il sera affecté par la crise du coronavirus pendant de nombreux mois, voire des années. Pour des raisons de protection du climat, il est impensable de le ramener au niveau d'avant la crise; il doit au contraire être plafonné à une fraction du volume précédent.

### **Le monde ne survivra qu'en tant que communauté mondiale**

La communauté mondiale n'a jamais été aussi riche en ressources, en technologies, en connaissances et en expériences, et en même temps, aussi injuste, hostile et négligente dans l'utilisation des ressources naturelles. La crise du coronavirus et la crise climatique montrent à quel point un monde basé sur l'exploitation de l'homme et de la nature est précaire. Si nous voulons sortir du maelström de ces crises, il nous faut changer de direction dès maintenant. Pour ce faire, nous avons besoin d'un nouveau contrat social fondé sur le Care, l'entraide et la solidarité, localement et globalement.



- 1 "Drug-resistant diseases already cause at least 700,000 deaths globally a year, including 230,000 deaths from multidrug-resistant tuberculosis, a figure that could increase to 10 million deaths globally per year by 2050 under the most alarming scenario if no action is taken" (Interagency Coordination Group on Antimicrobial Resistance (ICGA, April 2019). No Time to wait : Securing the Future from Drug-resistant Infections. Report to the Secretary-General of the United Nations, p.1. [https://www.who.int/antimicrobial-resistance/interagency-coordination-group/IACG\\_final\\_report\\_EN.pdf?ua=1](https://www.who.int/antimicrobial-resistance/interagency-coordination-group/IACG_final_report_EN.pdf?ua=1)  
  
L'institut Robert-Koch évalue le nombre annuel de décès en Allemagne à entre 10'000 et 20'000. <https://www.tagesschau.de/inland/infektionen-101.html> (vu le 29.4.2020).
- 2 Oxfam Deutschland (2020). Im Schatten der Profite. Wie die systematische Abwertung von Hausarbeit, Pflege und Fürsorge Ungleichheit schafft und vertieft, p.4. [https://www.oxfam.de/system/files/2020\\_oxfam\\_ungleichheit\\_studie\\_deutsch\\_schatten-der-profite.pdf](https://www.oxfam.de/system/files/2020_oxfam_ungleichheit_studie_deutsch_schatten-der-profite.pdf). Lu le 29.4.2020.
- 3 Oxfam Deutschland (2017). Ein Wirtschaftssystem für alle. <https://www.oxfam.de/system/files/20170116-oxfam-factsheet-wirtschaftssystem-fuer-alle.pdf>. Lu le 29.4.2020.
- 4 <https://www.watson.ch/schweiz/wirtschaft/443064662-die-schere-zwischen-arm-und-reich-auch-in-der-schweiz-klafft-die-luecke> Lu le 29.4.2020. | SGB: Verteilungsbericht 2018: <https://www.verteilungsbericht.ch>
- 5 En Suisse, en 2017, 389'2000 personnes disposent de plus d'1 million US\$ de biens financiers investissables (fortunes financières sans les biens immobiliers en usage personnel, collections et biens d'usage de longue durée). Elles disposent d'une fortune totale de 1'204 milliards US\$ (NZZ du 19.6.18, S.33 ; Capgemini (2018). World Wealth Report, notes de bas de page pp.3 et 11. <https://www.worldwealth-report.com/download>. Lu le 30.8.2018). 3% de ces fortunes correspondent à un montant de 36 milliards CHF.  
  
En 2016, en Suisse, environ 311'000 personnes physiques déclarent une fortune nette supérieure à 1 million de CHF. Le montant total de ces fortunes s'élève à 1254,7 milliards CHF (Office fédéral de la statistique OFS, Tabelle T 20.02.03.01. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/kataloge-datenbanken/tabellen.assetdetail.11227192.html>). Lu le 29.4.2020.  
  
Supposons que les biens immobiliers à usage personnel correspondent à 250 milliards, il reste environ 1000 milliards CHF. 3% correspondent à un montant de 30 milliards CHF